

lent créer, mais cela revient au même. En entendant le député à ma droite dire qu'il y a eu un influx de capitaux au Canada, je crois assister à la reprise d'un vieux film en fin de soirée. J'imagine ceux qui siègent maintenant du côté ministériel, occupant ce côté-ci de la Chambre et répétant les mêmes choses en 1961 et 1962—et pour les mêmes raisons; dans les deux cas, la politique du gouvernement était stupide car les taux d'intérêt élevés encourageaient l'entrée de capitaux au Canada.

Nous constatons que le gouvernement a enfin réussi à débloquer le taux du change, mais je dois signaler que les vis-à-vis n'ont pris la décision qu'en dépit d'eux-mêmes. Le gouvernement a échappé à sa stupidité grâce à des événements qui ne dépendaient pas de lui. Les ministres ont constamment repoussé le taux de change flottant et, en diverses occasions, ils ont même déclaré: Nous n'en avons pas besoin; nous réussissons fort bien avec un taux fixe. Jusqu'à présent, leurs politiques se sont révélées partiellement désastreuses. Elles l'auraient été totalement si on avait continué de les appliquer. Les conditions qui menaient à une crise ont imposé l'adoption d'un taux flottant de change—je songe à la politique de l'argent serré et à la détermination du gouvernement de combattre l'inflation même si les avantages qui en résultaient étaient marginaux et les conséquences sur l'économie étaient extrêmement graves.

• (10.50 p.m.)

En cherchant à montrer comment le gouvernement est sauvé malgré lui, je pense à son attitude sur le continentalisme. Ses membres sont des continentalistes convaincus. Ils allaient intégrer notre économie à celle des États-Unis et c'est ce qu'ils auraient fait n'eût été d'un obstacle—les États-Unis n'ont pas voulu de nous. Si le gouvernement avait pu pousser plus loin l'accord canado-américain sur les pièces automobiles, il l'aurait fait, mais les Américains n'ont pas voulu. S'il avait pu intégrer notre industrie pétrolière à celle des États-Unis en vue d'une politique commune sur l'énergie, il l'aurait fait, sauf que les États-Unis ont commis l'erreur fatale de l'insulter en ayant recours au chantage et en restreignant les importations de pétrole canadien aux États-Unis.

A l'heure qu'il est la politique suivie par les États-Unis produit des taux d'intérêt moins élevés. Les États-Unis ont relâché leur lutte contre l'inflation. Les taux d'intérêt moins élevés aux États-Unis ont entraîné un afflux de capitaux au Canada, le rapatriement

des capitaux canadiens ainsi qu'une arrivée massive de fonds américains pour profiter des taux d'intérêt plus élevés dans notre pays.

Tout en nous prononçant en faveur d'un taux de change flottant, nous reconnaissons qu'il ne constitue pas une panacée. A lui seul, il ne créera pas l'Utopie. Nous reconnaissons aussi que le taux de change flottant comporte beaucoup de risques dont il faut tenir compte.

L'hon. M. Benson: Le député me permet-il de poser une question?

M. Benjamin: Nous préférerions que vous fassiez un discours.

L'hon. M. Benson: J'en ferai un en temps opportun. Je suis sûr que le député ne souhaite pas induire la Chambre en erreur. Les taux d'intérêt à court terme sont plus bas au Canada qu'aux États-Unis, c'est-à-dire sur les bons du Trésor et les emprunts à court terme contractés par le gouvernement. Il en va de même des emprunts à moyen terme du gouvernement. Pour ce qui est des opérations à long terme, nos taux d'intérêt sont au même niveau que ceux pratiqués aux États-Unis.

M. Saltsman: Le ministre semble faire allusion à certaines de ces initiatives récentes, mais la situation actuelle se prépare depuis longtemps. Plus que jamais, il importe que le gouvernement assouplisse sa politique de restrictions. Le taux de change flottant ne nous avancera pas beaucoup si le gouvernement persiste à appliquer la politique qu'il a tenue à suivre jusqu'ici.

Il se fait tard et je ne veux pas parler longtemps, mais j'estime nécessaire de soumettre des propositions à l'examen du gouvernement. L'une des premières choses que le gouvernement doit faire est de relâcher sa politique fiscale et de réduire immédiatement les impôts des gens à faibles revenus afin d'accroître leur pouvoir d'achat. Il devrait également augmenter les pensions de vieillesse et d'anciens combattants. Il faut que cela soit fait et l'économie irait mieux.

Contrairement aux députés à ma droite qui semblent penser que les gens à indemniser pour l'établissement d'un taux de change flottant sont les hommes d'affaires dont il est nécessaire de protéger les bénéfices, mon parti estime qu'il est temps que le gouvernement encourage l'expansion de l'économie. La meilleure solution est de réduire les impôts des gens à faibles revenus et d'augmenter les pensions de vieillesse et d'anciens combattants.

Nous accueillons avec plaisir cette décision du gouvernement et nous savons qu'elle com-